



Taux actuels de d'émaciation : 4.9% retard de croissance : 37.6% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 19%

Source: Gouvernement angolais (DHS, 2015-16)

### Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (14.8 % des dépenses publiques en 2016) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Angola : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- Angola : ce pays a mis au point une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition.
- Angola : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2015-2016.
- Angola : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Angola : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Angola : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (3.7% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Angola : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Angola : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/ long terme de ce pays (MPLA Development Program) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Angola : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Angola : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Angola : ce pays n'a pas consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Angola : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 14 % des enfants en 2015.
- Angola : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (53.9% en 2016) et à des installations sanitaires améliorées (36.1% en 2016) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Angola : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.


**Angola: Données clés**
**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	14.8%	2016	3e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	3.7%	2015	36e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Bon	2016	10e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2013	35e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	25%	2015-2016	40e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Médiocre	2016	22e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Moyen	2017	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2017	35e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	14%	2015	41er
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	53.9%	2016	44e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	36.1%	2016	24e
Visites médicales pour les femmes enceintes	82%	2015-2016	34e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2012-2017	44e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2017	40e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2015-2016	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Non consacré dans le droit	2016	38e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel